



RENDU EXECUTOIRE LE

2 8 DEC. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 14/12/2022

Reçu en préfecture le 14/12/2022

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20221214-22_A_ESE_0067-AR

ARRETE N° 2022-A-DGAS-DEF-ESE-0067

en date du 14 DEC. 2022

**Fixant la dotation 2022 pour l'application
des revalorisations salariales dites
« mesures CASTEX » et du coût de l'inflation
dans les établissements gérés par l'ADSEA 86**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'ordonnance 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

VU le décret 2010-214 du 02/03/10 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la PJJ ;

VU l'arrêté n°91 ASS/EE-194 du 18 juin 1991 portant création des Foyers Educatifs Mixtes à Châtelleraut ;

VU l'arrêté conjoint de la Préfète de la Vienne et du Président du Conseil Départemental de la Vienne du 22 décembre 2016 portant renouvellement de l'autorisation des Foyers Educatifs Mixtes à Châtelleraut et l'arrêté modificatif du 01 mars 2017 ;

VU la transposition par accords collectifs des mesures « Laforcade » qui étendent le Ségur 1 conformément à l'article 43 de la loi de financement de la sécurité sociale 2022 en faveur, entre autres, des établissements médico-sociaux financés par les Départements ;

VU la délibération de l'Assemblée départementale du Département de la Vienne en date du 24 juin 2022 relative aux mesures salariales pour le secteur du handicap et de l'enfance, Ségur de la Santé appliqué aux établissements et services sociaux et médico-sociaux actant d'un montant de 1 200 000 € pour les établissements de l'Enfance ;

VU la délibération de l'Assemblée départementale du Département de la Vienne en date du 23 septembre 2022 relative aux mesures exceptionnelles pour faire face à l'inflation dans les établissements et services autorisés par le Département, secteurs personnes âgées, personnes handicapées et de l'enfance ;

VU les arrêtés de tarification 2022 suivants :

- Arrêté n° 2022-A-DGAS-DEF-ESE-0012 du 16 mars 2022 portant fixation des prix de journées 2022 des Foyers Educatifs Mixtes de Châtellerault (internat et APMN) ;
- Arrêté n°2022-A-DGAS-DEF-ESE-0013 du 13 mars 2022 portant fixation des prix de journées 2022 du Centre Educatif et de Formation Départemental (CEFORD) de Naintré ;
- Arrête n°2022-A-DGAS-DEF-ESE-0014 du 18 mars 2022 portant fixation du prix de journée 2022 du dispositif d'accueil pour mineurs isolés étrangers (DAMIE) géré par l'ADSEA ;
- Arrêté n°2022-A-DGAS-DEF-ESE-0018 du 1^{er} avril 2022 portant fixation des prix de journées 2022 du service d'accueil pour mineurs non accompagnés (SAMNA86) géré par l'ADSEA ;
- Arrêté n°2022-A-DGAS-DEF-ESE-0016 du 1^{er} avril 2022 portant fixation du prix de journée 2022 du service d'insertion pour jeunes majeurs (SIJM) géré par l'ADSEA ;
- Arrêté n°2022-A-DGAS-DEF-ESE-0017 du 1^{er} avril 2022 fixant le montant de la dotation globale 2022 des équipes de prévention spécialisées de l'ADSEA à Poitiers et Châtellerault ;
- Arrêté n°2022-A-DGAS-DEF-ESE-0020 du 7 avril 2022 fixant le montant de la dotation globale de fonctionnement du Service d'Interventions Educatives en Milieu Ouvert (SIEMO) de l'ADSEA pour l'exercice 2022

CONSIDERANT, d'une part, la remontée d'information effectuée des gestionnaires d'établissements et services accueillant des enfants relevant d'Aide Sociale à l'Enfance de la Vienne, permettant d'établir un nombre prévisionnel 2022 d'équivalents temps-plein concernés par lesdites revalorisations effectives au 1^{er} avril 2022 ainsi que son impact budgétaire ;

CONSIDERANT, d'autre part, la volonté du Département de la Vienne d'apporter son soutien pour les **4 derniers mois de l'année 2022** aux établissements et services médico-sociaux prenant en charge des mineurs et jeunes majeurs de l'Aide Sociale à l'Enfance, qui doivent faire face à l'inflation des coûts énergétiques, des matières premières ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Au titre de la mesure exceptionnelle relative à l'inflation, une dotation complémentaire et exceptionnelle 2022 est allouée à l'ADSEA pour un montant de **31 460 €** et s'établit de la façon suivante pour chacun de ses établissements et services de compétence départementale :

N° FINESS	Raison Sociale ETABLISSEMENT/SERVICE	Montant de la dotation exceptionnelle INFLATION
775716137 ADSEA	INTERNAT	6 651 €
	APMN Classique	2 015 €
	APMN MNA	882 €
	CEFORD	3 281 €
	DAMIE	2 927 €
	SAMNA	5 910 €
	SIJM	3 635 €
N° FINESS	Raison Sociale ETABLISSEMENT/SERVICE	Montant de la dotation exceptionnelle INFLATION
775716137 ADSEA	PREV. POITIERS	2 558 €
	PREV. CHATELLERAULT	1 544 €
	SIEMO	2 058 €
	TOTAL	31 460 €

Il sera versé en une seule fois sous forme de dotation.

Ce montant a été calculé par répartition du montant de 97 000 € au prorata du montant total des dotations 2022 allouées à l'ensemble des MECS de la Vienne.

ARTICLE 2 : Au titre des mesures salariales pour les professionnels sus-mentionnés, une dotation complémentaire et prévisionnelle 2022 est allouée à l'association ADSEA pour un montant de **325 065 €** correspondant à **97,87** équivalents temps-plein (ETP) prévisionnels.

Ce montant s'établit de la façon suivante pour les établissements et services concernés :

N° FINESS	Raison Sociale ETABLISSEMENT/SERVICE	Dotation mesures Castex 2022
775716137 ADSEA	INTERNAT	85 453 €
	APMN	29 172 €
	APMN MNA	22 405 €
	CEFORD	16 666 €
	DAMIE	7 992 €
	SAMNA	49 574 €
	SIJM	21 387 €
	PREV. POITIERS	25 426 €
	PREV. CHATELLERAULT	37 759 €
	SIEMO	29 230 €
	TOTAL	325 065 €

Il sera versé en une seule fois sous forme de dotation.

ARTICLE 3 : La dotation complémentaire et exceptionnelle 2022 relative à l'inflation et la dotation complémentaire et prévisionnelle 2022 relative aux mesures salariales s'élèvent à un montant total de **356 525 €** et sera versé, en une seule fois, avant fin décembre 2022.

ARTICLE 4 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 5: Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'Association gestionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne lavienn86.fr et notifié aux intéressés.

Fait à POITIERS, le **14 DEC. 2022**

Le Président
du Conseil Départemental de la Vienne,

A blue ink signature, appearing to read 'Alain PICHON', is written over a horizontal line.

Alain PICHON.